Le véritable visage d'Eric Zemmour

vendredi 14 janvier 2022, par Jacques COTTA

La campagne des élections présidentielles de 2022 a vu éclore la surprenante candidature d'Eric Zemmour. Pour se distinguer d'une concurrence fournie à droite — Marine Le Pen, Éric Ciotti, Valérie Pécresse … — l'ancien journaliste, soutenu par C News et son patron le milliardaire Vincent Bolloré, a joué de déclarations tapageuses susceptibles de le placer sous les projecteurs et d'attirer les caméras. Ainsi a-t-il successivement fait de l'immigration l'alpha et l'oméga de son argumentation, et révisé l'histoire pour tenter de réhabiliter le Pétain de la Seconde Guerre mondiale. Les condamnations n'ont pas manqué à gauche, notamment à la suite de Jean Luc Mélenchon qui défiait le nouveau venu dans un face-à-face télévisé. Le qualificatif qui fait florès à la moindre occasion a été remis au goût du jour. Zemmour serait un fasciste, et évidemment, comme cela est de rigueur depuis des décennies, le mot d'ordre associé était clamé par une frange « d'extrême gauche » ou autres « anti-fa » lors de sorties publiques du candidat, « le fascisme ne passera pas ». Tout cela est l'expression d'ignorance, de confusion, et de désordre sur lesquels il n'est pas inutile de revenir. Car à mal qualifier les phénomènes, on en arrive à ne plus savoir vraiment de quoi on parle.

Zemmour, homme de l'oligarchie

Eric Zemmour est une sorte de révisionniste ou négationniste de l'histoire, et rejoint la liste longue de ses prédécesseurs célèbres. On se souvient des propos de Jean Marie Le Pen réduisant les chambres à gaz "à un détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale" inspiré en la matière par le membre de son conseil scientifique dans les années 1990, représentant de la tendance païenne du FN, Pierre Vial, élu conseiller municipal de Villeurbanne et conseiller régional de Rhône-Alpes, par ailleurs professeur d'histoire à l'époque à l'université Jean Moulin Lyon 3, ce qui indique au passage que l'instruction n'est pas toujours le meilleur rempart contre les falsifications. Lui-même se coulait dans les pas de Maurice Bardèche qui au lendemain de la Seconde Guerre mondiale niait le génocide juif et les chambres à gaz. Il s'engageait aussi dans la lignée de Robert Faurisson qui affirmait « refuser la thèse des chambres à gaz », comme s'il s'agissait d'une thèse parmi d'autres, discutables comme toute autre. Voilà la continuité idéologique dans laquelle s'inscrit Eric Zemmour.

Mais pour le reste, que veut, que dit Zemmour ? Ses propositions sont tout compte fait assez banales.

• Tout d'abord, il décline une série de thèmes sociétaux qui le ramènent systématiquement à l'immigration, son thème de prédilection, surfant sur la vague alimentée depuis des années par l'incompétence des partis traditionnels — la gauche en premier lieu — et par une surexposition médiatique dont Marine Le Pen était jusque là la principale bénéficiaire. La question sécuritaire refait surface dans la foulée de Valérie Pécresse qui remet au goût du jour « l'utilisation des karchers ».

Eric Zemmour expose donc quelques mesures démagogiques qui s'inscrivent dans ce credo et innovent. Après avoir affirmé sa volonté d'interdire les prénoms étrangers, il passe à « l'expulsion des délinquants étrangers », mesure approuvée dans les quartiers dominés par les petits caïds qui font régner la terreur sur fond de trafic de drogue, et propose d'étendre la déchéance de nationalité — en créant sans le dire une couche d'apatrides — de fermer les frontières, sans évoquer jamais leur ouverture sans contrôle dont bénéficient les flux financiers. Il plaide pour l'interdiction faite aux associations d'en appeler à la justice en cas de conflit, notamment avec l'administration et résume tout cela par sa volonté de voir renaître, contre le danger du « grand remplacement », « une France française ». Pour la restriction des « droits », il ne peut que s'inspirer de la situation vécue par des millions de Français depuis les attentats du bataclan notamment, où les mesures d'exception sous Hollande puis sous Macron sont devenues des mesures permanentes, inscrites dans la loi.

• En second lieu, il décline une série de mesures qui peuvent retenir l'attention du plus grand nombre en réaction à la décomposition politique et morale qu'incarne aujourd'hui Emmanuel Macron.

Ainsi se prononce-t-il pour l'abolition des lois mémorielles, le refus de la repentance à tout prix, pour l'opposition à la PMA sans père et au gadget macronien qui définit le parent1 et le parent2, ou encore pour le refus de l'acharnement thérapeutique pour les personnes âgées en fin de vie. Mais toutes ces dispositions, aussi raisonnables, discutables ou condamnables soient-elles, ne constituent pas l'essentiel.

• Sur les questions de fond, Eric Zemmour est en effet digne des candidats classiques de l'oligarchie.

Il est un libéral bon chic bon genre, comme le sont les candidats qu'il dit vouloir combattre. Il se prononce pour la retraite à 64 ans, avec cet argument éculé, repris à tous les « réformateurs » antérieurs, de François Fillon à François Chérèque, qui consiste à se retrancher derrière une longévité de la vie qui justifierait un accroissement de la charge et de la durée du travail. En matière fiscale, il se prononce pour une baisse des impôts pour les entreprises, et comme ses « concurrents » de droite se retranche derrière la fameuse recherche de compétitivité. Pour le travail, il s'affirme en héritier de Nicolas Sarkozy, reprenant à son compte le fameux « travailler plus pour gagner plus » dont on connaît les résultats. Pour la loi SRU qui exige une répartition des logements sociaux sur le territoire national, et dans les communes sous peine de sanctions, il propose l'abrogation, c'est-à-dire les pauvres entre eux, et « Auteuil, Neuilly, Passy » préservées. Et enfin, cerise sur le gâteau, il plaide pour une diminution des dépenses sociales. Digne héritier de Fillon en la matière, sans que cela soit clairement dit, sa politique signifie moins de fonctionnaires, moins de services publics sans que l'on sache exactement lesquels, professeurs, soignants, personnels judiciaires… Telle est la réalité dans la vie pratique d'une telle proposition. Il est partisan de l'Union européenne et ses déclarations démagogiques de circonstance, compatissantes à l'égard des enseignants ou des soignants, ne donneront pas le change.

Pour les choses sérieuses qui sortent de l'idéologie et qui sont destinées à entrer dans la vie comme conséquence de choix politiques — ce qui ne veut pas dire que l'idéologie n'est pas importante évidemment — Eric Zemmour n'est en réalité qu'un enfant comparé à Emmanuel Macron. Sur les questions sécuritaires, il pourrait féliciter le chef de l'état qui a fait tirer sur le peuple vêtu d'un Gilet jaune. Sur les questions sociales, il pourrait l'encourager à aller jusqu'au bout, et plus loin, sans hésiter. Et sur la posture « doigt d'honneur » — lui à Marseille face à une opposante, Macron qui s'exhibe à Saint-Martin, dans les Antilles françaises, enlacé par deux jeunes rappeurs —, le concours est ouvert pour savoir lequel des deux présente le majeur le plus expressif.

Que vient faire Zemmour dans cette galère ?

La particularité de Zemmour, lui-même d'origine juive, est d'occuper un créneau délétère par simple intérêt électoral présumé, en tentant de se saisir des thèmes classiques de l'extrême droite traditionnelle. Pense-t-il qu'il pourra ainsi accéder aux plus hautes fonctions ? Nous savons que la 5e république rend fous en général ceux qui désirent se prêter au jeu pour franchir victorieusement le perron de l'Élysée. Il n'est donc pas exclu que Zemmour s'y voie. Mais d'autres hypothèses méritent d'être soulevées.

Chacun, de toute part, à l'exception de Marine Le Pen, a pu voir arriver d'un bon œil l'éditorialiste de C News, dans la tradition mitterrandienne qui il y a 40 ans environ se servait de Jean Marie Le Pen pour diviser l'adversaire. Jean Luc Mélenchon, en compétition avec le FN pour accéder au second tour, pouvait espérer que les voix piquées à Marine Le Pen par Eric Zemmour feraient son affaire. Emmanuel Macron de même, voyant avec gourmandise dans les sondages s'effriter le score prévu de son adversaire de 2017. Reste Marine Le Pen donc, inquiète à juste titre par les pronostics qui concernent Zemmour qui rafle une part de son électorat, notamment son électorat « huppé », celui des « beaux quartiers ».

Mais là n'est pas l'essentiel. Le principal gagnant de l'opération Zemmour est bien Emmanuel Macron pour des raisons d'abord politiques. L'orientation que développe Zemmour, ses « outrances », ses obsessions devraient permettre à Macron, selon ses conseillers, de récidiver ce qui hier faisait son succès.

Aidé par les « anti-fa », Macron devrait pouvoir, selon les plus optimistes, se présenter à nouveau comme le candidat du bien, de la démocratie, opposé à celui de mal, du fascisme. Et évidemment, oubliant comme l'indiquait Marx que « l'histoire se répète toujours deux fois, la première comme une tragédie, la seconde comme une farce », Emmanuel Macron se voit vainqueur si au second tour il était amené à affronter Zemmour, ou Le Pen.

Falsification

Zemmour et Pétain, une histoire qui mérite le détour. D'abord pour le rétablissement de la vérité historique. Ensuite parce cette discussion risque bien d'être un des atouts du Président de la république dans le cadre de la campagne électorale. Pétain est transformé par Zemmour en sauveur de juifs français. Cela revient à taire la déportation de 24 000 d'entre eux envoyés vers la mort. Vichy en instaurant le statut des juifs a persécuté les juifs français et étrangers. L'antisémitisme de Vichy s'est soldé par l'exclusion, la dépossession des biens, la persécution, l'aryanisation. À cela s'ajoute la dénaturalisation de 7000 juifs comme le précise Serge Klarsfeld, ce qui a facilité leur déportation. Toujours selon Serge Klarsfeld, lorsque Zemmour insiste en précisant que Vichy a placé les juifs français après les juifs étrangers pour le sort qui leur était réservé, il n'indique en rien une « indulgence » vichyste, mais seulement un ordre établi dans l'extermination. L'horaire de départ du train change, mais sa destination est identique. Pour les 6000 enfants juifs français dont les parents étaient étrangers, cela n'a rien changé, comme pour les juifs français adultes donc qui ont aussi été déportés. L'extermination totale était programmée dans le cas d'une victoire allemande. L'argument selon lequel Vichy aurait limité les dégâts ne tient pas sur le fond. Ce régime a accepté de coopérer à l'arrestation des juifs, quelle que soit leur nationalité. Vichy a pleinement participé à la mise en place de la « solution finale » en France. Et on ne pourra jamais effacer de l'histoire le fait que la grande majorité des juifs déportés ont été arrêtés par des uniformes français.

Pourquoi donc Zemmour qui se targue de posséder de grandes connaissances historiques a-t-il enfourché avec grossièreté cette position traditionnelle d'une partie de l'extrême droite française ? En réalité, il ne fait que mettre en pratique ce qu'avec cynisme le père Le Pen expliquait du temps de sa splendeur. Il le disait en bureau politique pour motiver les troupes parfois réticentes du FN, mosaïque de courants divers dont certains pouvaient rechigner : « il existe en France un électorat de quelque 15 % d'antisémites, de xénophobes. Il faut leur envoyer des signaux, cela ne coûte pas cher… ». C'est donc un signal que Zemmour décide d'envoyer à cette partie de l'électorat qu'il veut rassembler sur son nom, aujourd'hui avec Pétain, comme hier Jean Marie Le Pen avec « Durafour crématoire ».

Cette tentative de regroupement des nostalgiques des pages les plus sombres de l'histoire n'est pas une caractéristique française. Il existe aujourd'hui dans le noyau dur de l'AFD, le parti d'extrême droite allemand, une frange favorable à une réhabilitation d'Hitler qui met en avant la réelle lutte anticommuniste et la prétendue défense de la civilisation occidentale menées par le régime nazi. En France, la défense de Vichy et de Pétain veut remplir la même fonction. Les arguments les plus insensés sont mis en avant. Pétain aurait été « le bouclier » et de Gaulle « le glaive » contre le nazisme. Quoi que l'on pense de De Gaulle, notamment du De Gaulle d'après, celui de Londres ne peut être mis sur le même plan que le locataire de Vichy. De Gaulle, Pétainiste, et Pétain Gaulliste sont deux caractérisations également absurdes. Comment en effet mettre le chef de la résistance et le chef de la collaboration sur un plan identique ? Zemmour reprend cette « analyse » au mépris d'une réalité historique qu'il distend à loisir.

Mais le signal à destination de la vieille frange antisémite a ses limites. Eric Zemmour est un révisionniste, un négationniste comme d'autres, démuni de tout parti pour mettre en pratique ses exigences, celles que pourraient lui confier selon les circonstances les forces sociales du capital qui le mettent en avant. Le débat engagé sur la responsabilité du pétainisme durant la période vichyste est un cas d'école. Le fascisme n'est pas une théorie, pas une idéologie, mais une pratique bien précise d'affrontement contre le mouvement ouvrier. Et en cela, Zemmour qui ne dispose d'aucun parti, qui ne regroupe que quelques excités capables de faire le coup de poing contre des militants venus le provoquer

dans un meeting, ne répond en rien à la définition d'un candidat ou d'une organisation fasciste, même si l'idéologie qu'il propage est délétère.

« Le fascisme peut revenir sur la scène à condition qu'il s'appelle antifascisme »

Les premiers exterminés dès les années 1936-1937 en Allemagne par les nazis qui d'un certain point de vue faisaient leurs armes étaient les malades mentaux. C'est ainsi que l'expérimentation du gazage de masse a été engagée. Puis les juifs, les Tziganes, et toutes minorités désignées ennemies de la classe arienne. Pour enfin arriver aux opposants socialistes et communistes allemands qui ont été pourchassés et assassinés pour préserver le capital et laisser le terrain libre au nazisme victorieux.

Le fascisme des années 1940 ne se définit pas par la haine des juifs, des socialistes, des communistes, mais par l'action pratique pour leur élimination. Le fascisme est donc bien le produit de bandes armées chargées de casser les reins du mouvement ouvrier. Ratonnades, cassage de gueule, locaux et réunions attaquées, assassinats sont la caractéristique du fascisme chargé par le capital de réaliser ses objectifs. Mais pour asseoir sa domination, celui-ci n'a pas seulement besoin de martyriser militants et dirigeants ouvriers. Il lui faut liquider les partis en tant que tels, les syndicats, les associations.

Sur les rayons de l'histoire, le fascisme correspond en effet à une définition bien particulière. Il n'est pas synonyme d'autoritarisme, de discrimination, de xénophobie, d'antisémitisme ou de racisme, assimilation qui a conduit les milieux de gauche notamment à utiliser ce qualificatif à tort et à travers durant des années, quitte à en banaliser le contenu. Le fascisme c'est tout autre chose que nous pouvons aujourd'hui analyser non à l'aune de Zemmour ou de Le Pen, mais à l'aune du macronisme qui se révèle comme une sorte de fascisme totalement inédit. Car c'est là que réside le danger.

Le fascisme correspond à une forme de domination du capital qui dans une situation extrême a donc besoin de détruire physiquement les organisations ouvrières, les syndicats, les associations, les partis, les militants. Lorsque la bourgeoisie ne parvient plus à désamorcer les contradictions explosives de la société, ce sont les bandes armées qui doivent assurer l'essentiel, la centralisation du pouvoir d'État, la destruction des conquêtes ouvrières, la liquidation des organisations ouvrières et démocratiques, l'anéantissement des syndicats, des associations, des partis. La dictature militaire et policière permet de démoraliser, de torturer, de harceler tout opposant. Pour exister, pour durer, pour remplir son rôle, un mouvement fasciste doit de plus obtenir le soutien actif d'une partie significative du capital. Il faut à un mouvement fasciste avoir testé son efficacité dans des épreuves de force contre le monde salarié, contre le monde ouvrier. Et pour cela, les paroles ne suffisent pas.

Aujourd'hui le fascisme à nul besoin de bandes armées chargées de détruire les organisations politiques ou syndicales pour détruire les conquêtes ouvrières. Les gouvernements qui se sont succédé, les pouvoirs politiques, les directions successives s'en sont chargés. Les partis sont atomisés. Les syndicats sont minorés, intégrés à l'Union européenne qui interdit toute réflexion ou action indépendante.

Le macronisme ne dispose donc pas de bandes armées parallèles propres à tout régime fasciste. Mais la violence d'État caractérise le macronisme. Elle s'abat sur les travailleurs dès lors qu'ils expriment leurs revendications. Depuis le mouvement des Gilets jaunes, la police, mais également la justice avec la magistrature, font preuve d'un zèle digne de tout régime dans lequel les libertés démocratiques ont été bannies.

Les lois successives rabattent les libertés au compte de l'ordre social voulu, exigé par le capital. Les différentes lois d'urgence, de Hollande à Macron, mais aussi leurs compléments, les lois Avia, les lois fichages, celle autorisant la gendarmerie à confectionner des listes liées aux opinions politiques ou religieuses ou celle liée au traçage téléphonique, la loi interdisant de dénoncer la violence policière, de filmer les exactions, la loi qui assure l'impunité des « bandes armées officielles », se succèdent à la vitesse de la lumière.

La crise sanitaire a été mise à contribution. L'autorégulation imposée aux citoyens, la peur du virus largement diffusée et la répression contre tout récalcitrant ont été une formidable école de la soumission volontaire que le gouvernement compte mettre à profit avec le pass vaccinal chargé pour citer le président de la République, « d'emmerder les Français » jusqu'au bout.
Emmanuel Macron personnifie la volonté du capital qui l'a porté au pouvoir. Peu importe le vrai, peu importe le sensé, peu importe la compétence. Ce qui compte aujourd'hui sous la macronie est le pouvoir assuré du capital contre toute tentative de remise en question, par tous les moyens, les plus violents y compris.

Il a été de bon ton, voilà plus de deux ans, pour une partie importante de l'électorat, de gauche notamment, de voter Macron, puis de le rallier, officiellement « pour éviter le danger fasciste Le Pen ». Mais il faut être lucide. Le capital a fait son choix. Il est mille fois mieux servi par Macron et consorts que par la responsable du RN ou par Zemmour aujourd'hui. C'est Macron qui incarne le mal dénoncé hier. Les questions sociétales, PMA, GPA ou autres, mises en avant pour donner le change n'y pourront rien. Sur la domination politique, sur le rapport de classes, sur les méthodes utilisées, sur la remise en cause des libertés élémentaires, Macron occupe la fonction contre laquelle officiellement il était candidat, et pour laquelle il compte lorgner un deuxième mandat.

Le macronisme, une forme de fascisme inédit ? Nous y sommes, voilà tout ! Le Pen et Zemmour sont des épouvantails chargés de camoufler l'essentiel.

Emmanuel Macron s'inscrit dans le déni de démocratie qui a vu se réaliser en France un véritable coup d'État lorsque le congrès réuni à Versailles décidait d'adopter le traité constitutionnel européen que le peuple français avait rejeté en 2005. Il en est le produit, regroupant autour de lui la gauche et la droite européiste qui préfèrent la mondialisation capitaliste aux intérêts de la nation et du peuple français.

Voilà aussi pourquoi toutes les forces politiques, syndicales, associatives demeurées attachées aux libertés démocratiques et aux droits et acquis sociaux telle la santé que la macronie remet en cause aujourd'hui comme hier, devraient se rejoindre, par delà leurs divergences, pour la défense de la démocratie, des libertés, des droits et acquis sociaux, pour l'abrogation de toutes les lois qui se mettent en travers.

Voilà pourquoi contre toutes les manipulations, il serait urgent de rassembler les couches les plus engagées, les plus conscientes, pour jeter les bases d'un véritable parti ouvrier, instrument qui fait défaut et laisse chacun seul dans son coin pour résister autant que faire se peut.

Jacques Cotta
le 14 janvier 2022